





Mobilisation des ressources en 2007

Au Rwanda, Bazirete Visetia prépare du *divayi*, un vin local de banane qu'elle met en bouteilles et vend à Remera, dans le district de Musanze. Elle bénéficie d'un projet appuyé par le FIDA qui favorise le développement de petites et microentreprises en les aidant à améliorer la gestion et à créer des emplois.

© FIDA/M. Millinga

Les opérations du FIDA sont financées par plusieurs sources – les fonds propres, le produit des placements, les remboursements de prêts, et les contributions des États membres et des institutions multilatérales. Ces contributions proviennent de la reconstitution périodique des ressources du FIDA, qui a lieu tous les trois ans, et d'apports de fonds supplémentaires. Certains États membres soutiennent aussi l'engagement du FIDA au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE).

Septième reconstitution (2007-2009)

La septième reconstitution des ressources du FIDA, en cours d'exécution, s'achèvera le 31 décembre 2009. Sur la période, le programme de travail du FIDA augmentera de 33%. L'objectif de cette reconstitution a été fixé à 720 millions de USD, niveau jamais atteint depuis la première reconstitution effectuée en 1981.

À la fin de 2007, les annonces de contributions à la reconstitution s'élevaient à 642 millions de USD, soit 89% du montant de 720 millions de USD, fixé comme objectif. Le FIDA avait reçu des États membres des instruments de contribution pour un montant correspondant à 541 millions de USD (88% des annonces initiales). Des versements totalisant 314 millions de USD (49% du montant des annonces) avaient été reçus.

Huitième reconstitution (2010-2012)

La Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA devrait s'ouvrir en février 2008, après la session du Conseil des gouverneurs. Elle permettra de mobiliser des ressources pour la période 2010-2012. Les négociations de la huitième reconstitution seront l'occasion de faire le point sur l'application des conclusions formulées lors de la septième reconstitution, y compris le Plan d'action.

Financement de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont lancé en 1996 l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE). Le principal objectif de l'opération était de ramener l'endettement des pays les plus pauvres, les plus lourdement endettés, à un niveau soutenable, de manière que le poids du service de leur dette ne mette pas en péril leurs efforts de réduction de la pauvreté, d'ajustement et de réforme. Le FIDA adhère pleinement à l'Initiative PPTE et continue d'accorder les allègements requis à tous les pays admissibles. Les pays pauvres très endettés peuvent bénéficier de l'Initiative une fois qu'ils ont atteint le point de décision, c'est-à-dire lorsqu'ils satisfont aux conditions suivantes:

- stabilité macroéconomique avérée;
- établissement d'un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté dans le cadre d'un processus participatif;
- règlement des arriérés.

Pour atténuer l'impact des allègements de dette sur les ressources que le FIDA peut mobiliser pour de nouveaux prêts et dons, les États membres ont appuyé l'accès officiel de l'organisation aux ressources du Fonds fiduciaire PPTE administré par la Banque mondiale en réservant une part des contributions pour le FIDA, qui disposera ainsi d'un financement supplémentaire d'environ 282 millions de USD accordés par les donateurs. Au 31 octobre 2007, le Fonds fiduciaire PPTE de la Banque mondiale avait transféré la première tranche, d'un montant de 104,1 millions de USD, au Fonds PPTE du FIDA. Cet apport est destiné aux pays qui avaient déjà atteint le point d'achèvement en novembre 2006.

Au 31 décembre 2007, le FIDA avait consenti les allègements requis à chacun des 30 pays parvenus au point de décision. Ses engagements s'élèvent au total à environ 337,7 millions de USD en valeur actualisée nette, correspondant à un coût nominal de 509,2 millions de USD.

Au cours de l'année, le Conseil d'administration a approuvé la contribution du FIDA à l'allègement de la dette d'Haïti, pour un montant de 2,2 millions de DTS (3,1 millions de USD) en valeur actualisée nette de septembre 2005. Il a également approuvé une contribution supplémentaire du FIDA à l'allègement de la dette de Sao Tomé-et-Principe, d'un montant de 268 000 DTS (383 000 USD) en valeur actualisée nette de décembre 2005.

Fonds supplémentaires

Les fonds supplémentaires sont des ressources extrabudgétaires apportées volontairement par des États membres et des institutions multilatérales. Ils financent des activités ou programmes précis et sont gérés par le FIDA dans le cadre d'accords de partenariats avec les donateurs. Les fonds supplémentaires énumérés plus loin financent des initiatives programmatiques et des activités d'assistance technique. En sont exclus les ressources afférentes aux cadres associés, d'autres fonds supplémentaires versés pour des projets ou des programmes ayant un objet particulier, ainsi que les fonds administrés par le FIDA pour le compte des organisations partenaires qu'il héberge.

En 2007, le FIDA a géré des accords avec le Danemark, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, le Portugal, la Suisse et l'Union européenne, pour des fonds qu'il avait déjà reçus. Il a par ailleurs signé en novembre un accord de partenariat avec l'Espagne établissant le cadre juridique et stratégique qui régira la mobilisation de fonds supplémentaires et la poursuite des objectifs communs du FIDA et de ce pays en matière de développement.

En novembre, le FIDA a également signé un accord avec la Commission européenne établissant le cadre juridique et les procédures relatives à l'administration par le FIDA de la contribution 2007 de la Communauté en faveur du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI). Cette contribution représente 45 millions d'EUR (voir page 71).

Au cours de l'année, le FIDA a reçu environ 74,4 millions de USD de fonds supplémentaires pour des études thématiques et des initiatives d'assistance technique, y compris 42,7 millions d'EUR au titre de la contribution 2007 de la Communauté européenne en vertu de l'accord sur le GCRAI.

TABLEAU 2
Fonds supplémentaires au titre des études thématiques et de l'assistance technique et cofinancements reçus en 2007 – Récapitulatif
(montants en milliers de USD)

Donateur	Études thématiques et assistance technique	Cofinancement (hors cofinancements parallèles)
Commission européenne	62 657	
Royaume-Uni	2 546	5 827
Italie	4 541	
Espagne	2 829	
Norvège		1 506
Luxembourg	1 110	
Canada		1 058
Finlande	546	
Pays-Bas		637
Banque africaine de développement	150	
Total	74 379	9 028

De plus, le FIDA a reçu environ 9 millions de USD au titre du cofinancement de quatre programmes qu'il soutient au Bangladesh, en Inde, au Mozambique et à Sri Lanka (tableaux 2 et 3). Ces montants comprennent les flux de ressources passant par le FIDA, à l'exclusion des cofinancements parallèles en faveur de programmes et projets du FIDA.

Au cours de l'année, le FIDA a affecté des fonds supplémentaires d'un montant de 15,8 millions de USD à des zones géographiques et domaines thématiques spécifiques, répartis comme suit:

- 46% (7,2 millions de USD) pour améliorer l'accès des ruraux pauvres aux ressources naturelles – notamment l'eau et la terre – et à leur gestion, et favoriser l'accès aux marchés et la création d'entreprises rurales non agricoles, principalement en Inde et à Sri Lanka;
- 28% (4,5 millions de USD) pour élargir l'offre de services financiers ruraux au Burkina Faso, au Mozambique, en République islamique d'Iran et au Viet Nam, et établir un mécanisme de financement pour les envois de fonds (voir page 72);
- 13% (2,0 millions de USD) pour appuyer les processus locaux et nationaux de concertation et de programmation, essentiellement au Rwanda;
- 9% (1,4 million de USD) pour stimuler la transparence et la concurrence sur les marchés, notamment grâce à l'introduction de technologies modernes durables (par exemple dans le projet First Mile en République-Unie de Tanzanie et le projet de développement de l'infrastructure commerciale dans les Charlands, au Bangladesh);
- 4% (700 000 USD) pour appuyer des activités telles que l'intégration du souci d'égalité hommes-femmes dans les projets bénéficiant du soutien du FIDA, le développement du travail en réseau avec les représentants de la société civile et l'amélioration de l'efficacité du FIDA en matière de développement.

TABLEAU 3

Fonds supplémentaires reçus par le FIDA en 2007 au titre des études thématiques et de l'assistance technique

Commission européenne GCRAI 42 750 000 EUR (62 656 541 USD)	Contribution anticipée versée au titre de l'accord signé en novembre 2007, relatif à l'administration par le FIDA d'une contribution de 45 millions d'EUR en faveur du GCRAI. Le but de cette initiative est de promouvoir les travaux de recherche agricole et les innovations rurales qui sont utiles aux pauvres, en injectant des ressources publiques mondiales et internationales dans la recherche agricole.
Royaume-Uni Ministère du développement international – Rwanda II 1 000 000 GBP (1 977 200 USD)	Versement d'une première tranche au titre d'un accord de partenariat signé en mars 2007, prévoyant une contribution de 3,0 millions de GBP sur une période de trois ans pour financer la composante institutionnelle du projet d'appui au Plan stratégique de transformation de l'agriculture au Rwanda.
Royaume-Uni Ministère du développement international – stratégie institutionnelle 287 500 GBP (568 445 USD)	Versement des quatrième et cinquième tranches au titre du mémorandum d'accord de 2005 prévoyant le financement des activités du FIDA concernant la stratégie institutionnelle, notamment la gestion des savoirs, l'efficacité en matière de développement, l'amélioration de l'impact au niveau des pays et les partenariats.
Royaume-Uni Ministère du développement international Orissa, Inde 3 000 000 GBP (5 826 900 USD)	Versement d'une deuxième tranche au titre de l'accord de cofinancement passé en mars 2005 prévoyant une contribution de 7,9 millions de GBP sur une période de cinq ans pour appuyer le programme d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales de l'Orissa.
Italie Accord de partenariat 3 000 000 EUR (4 230 450 USD)	Contribution volontaire au titre de l'accord de partenariat renouvelé 2006-2011 pour appuyer les activités liées à la finance rurale, à l'établissement de partenariats avec des ONG italiennes, aux activités rémunératrices innovantes et durables du point de vue économique et écologique, et aux études et rapports sur la pauvreté rurale.
Italie Viet Nam Gia Lai 310 515 USD	Premier versement au titre de l'accord administratif signé en décembre 2005, prévoyant une contribution de 1,6 million de USD pour appuyer le projet pilote de réduction de la pauvreté dans le district de la Pa (province de Gia Lai, Viet Nam).
Espagne Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds 2 000 000 EUR (2 829 100 USD)	Contribution en faveur du Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds, initiative multidonateurs au titre du programme de promotion des systèmes novateurs pour les envois de fonds des travailleurs migrants. L'accord administratif correspondant devrait être signé en 2008.
Norvège Sofala, Mozambique 9 000 000 NOK (1 506 372 USD)	Versement de l'avant-dernière tranche au titre de l'accord de cofinancement signé en décembre 2002, prévoyant une contribution globale de 5,8 millions de USD en faveur du projet de pêche artisanale dans la zone du banc de Sofala, au Mozambique.
Luxembourg Système d'envoi de fonds des migrants en Afrique 850 000 EUR (1 110 371 USD)	Contribution au titre de l'accord de partenariat signé en décembre 2006, prévoyant un versement de 850 000 EUR en faveur du Mécanisme multidonateurs de financement pour l'envoi de fonds (voir page 72).
Canada ACDI Sri Lanka 1 200 000 CAD (1 058 201 USD)	Versement au titre de l'accord de cofinancement signé en mars 2007 prévoyant une contribution de 1,2 million de CAD en faveur du programme post-tsunami de deux ans de remise en état et de gestion des ressources dans les zones côtières à Sri Lanka.
Pays-Bas Charlands, Bangladesh 316 389 USD 195 494 USD 125 000 USD	Versement des deuxième et troisième tranches au titre de l'accord, signé en juillet 2006, prévoyant une contribution de 5,9 millions de USD sur une période de sept ans en faveur du projet de développement de l'infrastructure commerciale dans les Charlands, au Bangladesh. Versement d'une deuxième tranche au titre du même accord pour le prestataire de services désigné pour appuyer le projet.
Finlande Accord de partenariat 400 000 EUR (545 540 USD)	Versement d'une deuxième tranche au titre de l'accord de partenariat signé en juin 2006 prévoyant une contribution de 1,2 million d'EUR sur une période de trois ans pour appuyer les activités en rapport avec le Plan d'action du FIDA, en particulier la gestion des savoirs, l'efficacité en matière de développement et l'action en faveur des femmes.
Banque africaine de développement 150 000 USD	Contribution au titre du mémorandum d'accord signé à Tunis en juillet, destinée à appuyer l'évaluation conjointe des politiques et des opérations des deux organisations en Afrique en matière d'agriculture et de développement rural (voir page 39).

Source: États financiers du FIDA pour 2007 (donateurs).